

Pierre Haski

L'AFRIQUE BLANCHE

Histoire et enjeux de l'apartheid

Seuil
L'HISTOIRE IMMÉDIATE

L'AFRIQUE BLANCHE

ISSN 0750-781X

8° G
21673
(10)

33
2526

PIERRE HASKI

L'AFRIQUE BLANCHE

HISTOIRE ET ENJEUX DE L'APARTHEID

ÉDITIONS DU SEUIL
*27, rue Jacob, Paris VI^e^*

284

DI - 29-01-1987 - 01627

COLLECTION « L'HISTOIRE IMMÉDIATE »
DIRIGÉE PAR JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

ISBN 2-02-009446-0.

© ÉDITIONS DU SEUIL, JANVIER 1987.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Terminologie

Le vocabulaire politique sud-africain évolue sans cesse. L'apartheid s'est successivement appelé « développement séparé », « démocratie plurale », et encore, plus récemment, « coexistence en coopération ». Les « réserves indigènes » sont devenues « bantoustans », puis « homelands » (foyers nationaux), avant d'être promues « États noirs autogouvernés » et « États noirs indépendants ». Les « indigènes » sont, de leur côté, devenus des « Bantous », avant d'être désignés aujourd'hui par le terme de « Noirs ». Le gouvernement préfère éviter le nom « Africains », de peur d'introduire une confusion avec « Afrikaners », ces derniers ayant, quant à eux, la peau bien blanche !

De notre côté, suivant en cela l'exemple de l'Institut sud-africain des relations raciales, un organisme de recherche hautement respecté, nous parlerons d'« Africains », de « Métis » et d'« Indiens » lorsqu'il s'agira de chacune de ces trois communautés. De même, sauf dans des citations, nous ne parlerons pas d'« États noirs », mais bien de « bantoustans »... Quant à la référence aux « races », elle est, hélas, inévitable.

Introduction

Les fillettes blondes se couvrent de rubans, les adultes mettent leurs plus beaux vêtements : chaque année, le 16 décembre, les Afrikaners se retrouvent en des lieux symboliques, pour célébrer une victoire décisive sur les guerriers zoulous au siècle dernier. Ils se retrouvent en particulier au Voortrekker Monument, une impressionnante bâtisse située sur une colline près de Pretoria, érigée à la mémoire des pionniers boers d'autrefois. Une immense fresque, sculptée à l'intérieur du monument, relate, dans un style « hyperréaliste », l'épopée des grands ancêtres, tout particulièrement les épisodes guerriers contre les Africains et les Anglais.

Le 16 décembre, un rayon de soleil pénètre à midi par un minuscule orifice aménagé dans le toit et vient sortir de la pénombre le tombeau symbolique de Pieter Retief, un chef boer aux ancêtres français, tué par les Zoulous du roi Dingaan en 1838. Des sculptures plus grandes que nature de Retief et de ses compagnons assassinés, leur vieux fusil à la main et affublés d'un large chapeau, et de leurs femmes, une coiffe sur la tête, entourent le monument qui connaît toujours une grande affluence. Sur le site de la bataille également, dans le nord de la province du Natal, des centaines d'Afrikaners reconstituent chaque année le *laager,* la disposition de défense des chariots à bœufs, placés en cercle pour faire face à l'assaillant.

Célébrée avec ferveur, cette journée commémore la bataille de Blood River (la rivière sanglante), au cours de laquelle, en 1838, Andries Pretorius et ses compagnons boers auraient tué quelque 3 000 Zoulous sans subir de pertes, sonnant ainsi le glas du roi Dingaan. Pretorius avait juré, avant d'engager la bataille, de dédier ce jour à Dieu s'il remportait la victoire. Tenant parole, les Afrikaners ont rebaptisé cette fête nationale, autrefois connue sous le nom de *Dingaan's Day*, le « jour de l'Alliance avec Dieu »...

A quelque distance, à Soweto, l'immense ghetto noir de Johannesburg, des milliers de personnes se retrouvaient, chaque année, ce même 16 décembre, avant que les autorités n'interdisent tout rassemblement, dans des églises comme Regina Mundi, afin de célébrer à leur manière la bataille décisive. La fête des Blancs devient ici le « jour des héros », et, tout en dansant debout dans la cathédrale au rythme des chants de libération, on y fait le serment de « poursuivre la lutte ». Si les Afrikaners célèbrent l'« Alliance avec Dieu », il ne manque pas de prélats, comme l'évêque Desmond Tutu, pour venir assurer les militants noirs que « Dieu est du côté des opprimés ».

Chaque année, le 16 décembre, le souvenir d'une bataille vieille de quelque cent cinquante ans vient ainsi creuser un peu plus le fossé entre les deux communautés. L'histoire, il est vrai, n'a pas encore perdu, ici, sa charge émotionnelle. Pour avoir osé défier le dogme et suggérer que la victoire, ce jour-là, ne devait pas grand-chose à Dieu, un historien afrikaner, Floors Van Jarsfeld, s'est retrouvé, en 1979, couvert de goudron et de plumes... Les craintes des uns, les frustrations des autres, trouvent leurs racines profondes dans trois siècles de coexistence non pacifique et non choisie, à l'extrême sud du continent africain, dans un pays béni des dieux quant à ses ressources, mais en même temps si troublé. « L'histoire est utilisée pour justifier les actes d'aujourd'hui, on ne connaîtra jamais la vérité sur l'histoire de l'Afrique du Sud », estime le professeur Van Jarsfeld, encore marqué par son traitement de 1979.

Le choc de deux nationalismes rend l'Afrique du Sud explosive. Celui des Afrikaners, d'une part, qui s'est forgé à travers une histoire peu commune, traumatisante au point de freiner toute évolution ; celui de la majorité noire, de l'autre, qui, après des décennies de revers et d'humiliations, aspire, comme le reste du continent africain, à se gouverner. Confrontation de plus en plus violente d'aspirations contradictoires, la détermination de chaque camp étant à la mesure de l'enjeu.

Au début de ce siècle, deux groupes de notables se réunissent, chacun de leur côté, avec en tête un grand dessein pour leurs peuples respectifs. Les uns fondent le Broederbond, cette société secrète afrikaner qui s'est donné pour objectif d'assurer le retour au premier plan d'un peuple qui sort battu et humilié de la guerre des Boers contre les Anglais. Les autres créent le Congrès national africain (ANC), afin de lutter contre les lois de discrimination raciale imposées à la majorité noire. Les premiers, profitant de leur

supériorité numérique au sein de la minorité blanche, ont atteint leur objectif et assuré leur domination sur le pays ; les seconds luttent encore, dans la clandestinité, pour atteindre leur but, et conservent, malgré tout, un remarquable idéal de société « non raciale ».

Les données de base sont d'abord démographiques : 5 millions de Blancs, de langue afrikaans ou anglaise, soit 15 % de la population totale, imposent leur pouvoir à une majorité « non blanche » : 23 millions d'Africains (74 %), 2,8 millions de Métis, et 880 000 Indiens. Elles sont aussi économiques. Le pays bénéficie d'un sous-sol qui pourrait assurer la prospérité de tous, au lieu que les richesses soient aussi inégalement partagées. Elles sont stratégiques, avec des minerais rares, tous les éléments d'un conflit Est-Ouest (présence cubaine en Angola, passage des tankers occidentaux par la route du Cap...). Sans oublier la dimension culturelle : l'Afrique du Sud doit affronter en même temps les problèmes du premier monde (luttes sociales, urbanisation) et ceux du tiers monde (décolonisation et sous-développement).

L'Afrique du Sud, il est vrai, constitue un terrain de choix pour les apprentis sorciers de la différenciation raciale. Rares sont les pays qui comptent une telle diversité de peuples, de cultures et de langues. De l'Afrikaner calviniste de l'État libre d'Orange au descendant d'esclave malais musulman du Cap, du mineur africain qui extrait l'or à 3 000 mètres sous terre dans le Transvaal au commerçant indien de Durban, du patron anglophone de multinationale dans une tour de Johannesburg au fermier métis du Karoo, toute une mosaïque humaine défile. Cette diversité, qui aurait pu faire la richesse de ce pays, a été codifiée, rigidifiée depuis l'arrivée au pouvoir du Parti national des Afrikaners en 1948.

Les Blancs ont instauré, au fil des années, le seul système de racisme légal au monde, connu sous le nom d'« apartheid ». Les théories de supériorité raciale, mises à l'index des nations après la défaite du nazisme en 1945, ont continué à régner en Afrique du Sud. En cette fin de XX^{e} siècle, il existe encore un pays où une loi divise ses habitants, dès la naissance, en quatre catégories en fonction de la pigmentation de leur peau. Une classification qui détermine leur rang dans la société, de leur lieu d'habitation au type de soins médicaux et d'éducation auxquels ils pourront prétendre. Qui détermine également l'étendue de leurs droits politiques. S'il a globalement échoué en tant que système politique, comme l'admettent aujourd'hui certains responsables, l'apartheid a par contre réussi à façonner la société à son image : chaque communauté vit et évolue

de son côté ; on s'ignore et donc on se craint. Le culte de la « séparation » érigé en système politique.

« Pendant trois cents ans, explique le professeur Phillip Tobias, un universitaire sud-africain de renom, les habitants de l'Afrique du Sud ont été séparés pour la plupart des activités importantes. A commencer par les écoles, les vies de nos peuples ont été divisées en une série de *kraals*[1] : chaque *kraal* était habité par des gens d'une race, d'une couleur, d'une culture et d'une religion spécifiques. La séparation a engendré le séparatisme et cela a pris de nombreuses formes : l'une d'elles est la barrière de communication. A son tour, elle a entraîné d'autres barrières du cœur et de l'esprit. Ainsi a évolué notre histoire, du XVII^e^ au XX^e^ siècle. »

Un visiteur en Afrique du Sud est toujours frappé de constater à quel point ses habitants se méconnaissent, ont une idée déformée les uns des autres, plus proche du cliché que de la réalité. Le pays est structuré de telle façon qu'il est possible, pour un Blanc, d'oublier aisément que la majorité de la population est noire, ou d'ignorer ce qui se passe réellement dans son pays. Les émeutes ? A quelques exceptions près, elles se déroulent dans des ghettos soigneusement bâtis à l'écart des villes et rares sont les Blancs qui oseraient s'y aventurer. Comme si, en mai 1968, le quartier Latin de Paris avait été un ghetto situé à vingt kilomètres de la capitale, où étudiants et CRS se seraient affrontés dans l'indifférence des Parisiens... Dans sa vie quotidienne, un Blanc ne rencontrera que les Africains indispensables au fonctionnement de son environnement : la domestique qui vit dans l'arrière-cour de sa maison, le jardinier, l'employé de bureau... L'apartheid ? Cela restera une notion abstraite tant qu'il n'aura pas cherché à voir, à comprendre ; un pas que peu de Blancs franchissent. Le développement de la résistance noire, la montée de la violence, rendent toutefois ce confort de plus en plus difficile à préserver, la bonne conscience impossible à protéger.

Situation symétrique chez les Noirs. Le contact entre les deux mondes est réduit au minimum nécessaire, et les relations interraciales « volontaires » constituent encore l'exception plutôt que la règle. Au point qu'un journal de Johannesburg rapporte cette anecdote : un groupe d'enfants de Soweto visite un jour le zoo (intégré !) de Johannesburg, mais une fillette s'intéresse plus à un bébé blanc dans une poussette qu'aux fauves dans la cage. « J'ignorais que les Blancs avaient aussi des bébés », répondra-t-elle à sa

1. Enclos pour le bétail, terme afrikaans péjoratif.

maîtresse... Les seuls Blancs rencontrés à Soweto sont les forces de l'ordre, les fonctionnaires, et... les journalistes étrangers ! Les images de grands concerts de rock où les couleurs de peau s'entremêlent sans barrière ne sont guère représentatives : pour un groupe de « rock zoulou » comme Juluka, créé par un Blanc et un Africain qui ont joué ensemble pendant des années, combien de préjugés qui s'incrustent...

Ce manque de communication explique à quel point Blancs et Noirs diffèrent dans leur appréciation de la situation dans leur pays. Depuis les sanglantes émeutes de Soweto, en juin 1976, l'Afrique du Sud ne connaît plus qu'un mot : le changement. Chaque mesure gouvernementale, chaque déclaration ou fuite bien orchestrée est présentée par les moyens d'information officiels, mais aussi par une bonne partie de la presse privée, comme une « percée », voire une « révolution ». Ouvrir les hôtels cinq étoiles ou les théâtres aux Noirs, abolir l'interdiction des relations sexuelles interraciales, ou encore faire entrer des ministres métis et indiens (ou demain africains) au gouvernement constituent effectivement des gestes importants du point de vue des Blancs. Leur impact sur la majorité noire reste, dans l'ensemble, quasi nul.

Blancs et Noirs, malgré les apparences de la coexistence la plus cordiale que peuvent donner les centres d'affaires modernes des grandes villes, ou de paternalisme ancestral et bon enfant des fermes blanches, vivent dans des planètes différentes, ou, comme l'écrit le chroniqueur américain Anthony Lewis, « avec des montres différentes ». « Le fossé entre Blancs et Noirs en Afrique du Sud, poursuit-il, n'est pas nouveau, mais il y a un paradoxe qui le rend encore plus dramatique aujourd'hui. Le gouvernement parle de réforme, d'améliorer les relations raciales – et tout visiteur peut voir qu'il y a des changements. Et pourtant, de nombreux Noirs considèrent ces changements si lents, si marginaux, qu'ils les qualifient d'insignifiants. Et leur hostilité s'accroît ».

Le cycle vicieux de protestation-répression-rébellion dans lequel se trouve irrémédiablement plongé le pays ne facilite pas la rencontre. Les centaines de morts, les milliers d'arrestations, les attentats, les grèves, contribuent à renforcer les antagonismes et les rancœurs accumulées au travers d'une histoire particulièrement ingrate. Les Noirs pleurent leurs morts en radicalisant leur protestation et leur lutte, soutenant désormais ouvertement le recours à la violence ; les Blancs enterrent les leurs en menaçant l'ensemble du sous-continent austral des représailles les plus brutales.

Quel avenir pour l'Afrique du Sud ? Dans les principales capitales du monde, des experts se risquent au jeu des scénarios, tant les enjeux, économiques et stratégiques, dépassent les frontières de cet État. Un professeur américain, Robert I. Rotberg, en dénombre sept possibles, allant de la victoire des partisans d'un apartheid « pur et dur », à la droite du pouvoir actuel, jusqu'au succès d'une révolution noire entrant triomphante dans Pretoria [1]. Deux extrêmes qu'il juge lui-même improbables, les autres options comprenant un changement substantiel de régime, un partage limité du pouvoir, ou encore un « changement sans changement »...

L'Afrique du Sud s'installe, à la fin des années quatre-vingt, dans une situation de guerre civile larvée qui ne fera sans doute que s'aggraver avant que la raison n'impose un compromis. Deux certitudes : la majorité noire ne renoncera pas à sa « libération », tandis que la minorité blanche ne lâchera pas aisément le contrôle ultime du pouvoir. Mais ni l'une ni l'autre ne constituent des blocs monolithiques. Les Noirs connaissent des divisions – politiques et ethniques –, même si l'ANC de Nelson Mandela et Oliver Tambo apparaît comme le mouvement le plus représentatif, tandis que la « tribu blanche » est irrémédiablement fissurée, avec un pouvoir engagé sur la voie de concessions limitées et devant faire face à des oppositions de tous côtés, réclamant qu'il en fasse plus... et moins. Pour recourir à des comparaisons étrangères, la communauté noire fait face au risque de « libanisation », avec l'apparition de milices rivales qui contrôlent leur territoire, et les Blancs voient se développer un phénomène de type OAS comme pendant la guerre d'Algérie, avec un courant important refusant toute concession, et *a fortiori* toute négociation.

C'est dans les convulsions qu'est en train de naître une Afrique du Sud nouvelle, enfin débarrassée d'un système anachronique. Il reste au monde extérieur à décider quel rôle il veut jouer pour contribuer à un changement plus rapide, moins douloureux.

1. Voir : Robert I. Rotberg, « Seven scenarios for South Africa », dans *Africa Notes*, n° 48, 29 octobre 1985, Centre for Strategic and International Studies, Georgetown University, Washington.

PREMIÈRE PARTIE

LE CHOC DE DEUX NATIONALISMES

Les débuts de la colonisation

1488 : le navigateur portugais Bartolomeu Dias, descendant le long de la côte Ouest de l'Afrique, devient le premier Européen à « découvrir » la pointe sud du continent. Il débarque dans l'actuelle baie de Mossel, près du Cap, qu'il baptise Angra dos Vaqueiros, en raison « des nombreuses vaches qu'on y voit, gardées par leurs bergers[1] ». Près de deux siècles avant l'installation permanente des Blancs, l'ensemble sud-africain actuel n'est pas inhabité. Les bergers dont parle Bartolomeu Dias sont des hommes à la peau cuivrée et dont la langue comporte d'inhabituels « clics » : les Khoikhoi. Les Européens les nomment « hottentots », un mot d'origine hollandaise qui, selon la définition de l'*Oxford English Dictionnary*, signifie « personne de culture ou d'intelligence inférieure »... A l'intérieur des terres, les San, que les Blancs appellent *bushmen* (« hommes de la brousse »), vivent de la chasse et de la cueillette. Enfin, quelques centaines de kilomètres plus à l'est, vivent les Ngounis, peuple bantou dont sont issues les grandes ethnies africaines d'aujourd'hui (Zoulous, Xhosas, Ndebeles...), présentes dans cette région « dès le XV^e^ siècle au moins et peut-être plus tôt[2] ». Les enfants sud-africains apprennent pourtant que lors de l'arrivée des Blancs « le concept de patrie permanente, clairement défini géopolitiquement, était pratiquement inconnu », évitant ainsi l'accusation de « colonialisme »...

Les premiers colons hollandais débarquent au Cap le 6 avril 1652,

1. Voir : Richard Elphick, *Khoikhoi and the Founding of White South Africa*, Johannesburg, Ravan Press, 1985, p. 72.

2. Voir : Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1978. Voir également : Marianne Cornevin, *L'Apartheid. Pouvoir et falsification historique*, Paris, Unesco, 1979, qui montre les libertés que prennent les Afrikaners avec l'histoire pour justifier leur idéologie.

après trois mois en mer. Ils sont envoyés par la Compagnie des Indes orientales afin d'établir un relais de ravitaillement pour les navires hollandais cinglant vers l'Orient. A leur tête, Jan Van Riebeeck, un homme de bonne famille, âgé de trente-quatre ans, qui établit le premier fort et le premier jardin potager de la colonie. Visiblement, la Compagnie n'avait que peu d'ambitions pour cette région qui, d'ailleurs, ne sera guère plus qu'une station pendant encore cent cinquante ans. Van Riebeeck lui-même ne semblait guère enthousiaste à l'idée de rester dans cette extrémité de l'Afrique, et, bien que son nom fasse l'objet d'un culte aujourd'hui (« le premier homme blanc »...), il n'y finit pas ses jours. Il obtint, après plusieurs demandes, d'être transféré, après dix années passées au Cap.

Les premiers *freemen,* des employés auxquels, dès 1657, la Compagnie des Indes permet d'aller coloniser l'arrière-pays du Cap, s'installent sur des terres où ils se heurtent à ces « hommes jaunes », Khoikhoi et San, dont les origines demeurent mal connues. Plusieurs décennies de coopération, de commerce, mais aussi de guerres et de soumission commencent entre les deux communautés. Les Khoikhoi ne réalisent pas immédiatement que les Blancs entendent s'installer en Afrique de façon permanente, et réduire progressivement leur espace vital. Ils avaient vu passer depuis longtemps les navires européens, et pensaient qu'ils repartiraient. Les pasteurs khoikhoi échangent volontiers leur bétail contre des objets de cuivre. Certains, comme l'interprète de Van Riebeeck, Eva, acceptent de travailler pour eux, mais la méfiance règne.

En 1658, les Hollandais déclenchent la première guerre avec les Khoikhoi, qui s'achève au bout d'un an sans victoire décisive d'un camp sur l'autre. Mais le traité de paix entérine le *statu quo* : les Khoikhoi reconnaissent l'installation coloniale, et donc, note un historien, « la probabilité de son expansion future[1] ». En fin de compte, les Khoikhoi disparaissent en tant que groupe au début du XVIII[e] siècle, décimés par la variole amenée par les bateaux venus d'Europe. Leurs survivants deviennent progressivement les serviteurs des Blancs et se fondent dans le métissage. On en trouve la trace dans certaines communautés métisses d'Afrique du Sud et de Namibie.

Les San, redoutables chasseurs aux flèches empoisonnées, donnent plus de mal aux Européens qui leur disputent le gibier. Ils harcèlent les fermiers boers isolés, qui répliquent par de véritables

1. Richard Elphick, *op. cit.*, p. 114.

« parties de chasse au *bushman* ». Dans un cas célèbre, plus de 5 000 San sont tués et 240 autres capturés par un « commando » boer. Les San ont aujourd'hui totalement disparu d'Afrique du Sud, quelques milliers d'entre eux survivant à des milliers de kilomètres du Cap, au Botswana et en Namibie.

L'apport français

Les premiers colons hollandais reçoivent le renfort d'autres nationalités. Des Allemands, mais aussi des Français en 1688. Des centaines de milliers de huguenots ont quitté la France après la révocation, en 1685, de l'édit de Nantes, fuyant les persécutions religieuses contre les protestants. Beaucoup se retrouvent en Hollande, où on leur propose d'émigrer dans la colonie du Cap, à condition de prêter serment de fidélité à la Hollande et à la Compagnie des Indes orientales. Ils ne seront que deux cents à accepter, soit une fraction infime de la diaspora protestante française. Ils laisseront cependant une empreinte beaucoup plus forte que ce faible nombre pourrait l'indiquer.

Les huguenots parviennent à regrouper leurs fermes en un « coin français », rebaptisé plus tard en hollandais Franschhoek, une bourgade qui existe encore dans la région viticole de l'arrière-pays du Cap. On leur doit d'ailleurs la qualité du vin sud-africain... La langue française, par contre, n'a pas survécu : après le retour en Europe du premier pasteur huguenot du Cap, Pierre Simond, en 1701, la Compagnie des Indes orientales interdit les sermons en français, et, très vite, la langue disparaît avec les pionniers. Un visiteur français en 1752 note qu'une poignée de colons, seulement, parle encore sa langue. Très vite, aussi, au XVIII^{e} siècle, les huguenots, qui n'ont jamais dépassé 16 % de la population européenne, se fondent avec les colons hollandais et allemands pour ne plus former qu'un seul peuple, les Boers (« paysans », en hollandais), qui s'appelleront plus tard les Afrikaners. De Beyers Naudé, le dissident calviniste, à Louis Le Grange, le ministre de la Loi et de l'Ordre, les descendants des huguenots sont légion dans tous les secteurs de la minorité afrikaner.

A défaut de pouvoir asservir assez vite les Khoikhoi et les San, la Compagnie des Indes orientales importe des esclaves. Les premiers arrivent en 1658, six ans à peine après l'ouverture du comptoir. Ils viennent d'Afrique, mais surtout d'Asie, et, à la fin du XVIII^{e} siècle, on compte quelque 26 000 esclaves dans la colonie du Cap, un peu

plus que de colons... Dès le début, la hiérarchie raciale est en place.

Par ailleurs, un nouvel ennemi, ou plutôt un « rival », entre en scène. En 1702, des chasseurs boers venus de Stellenbosch, un village dans l'arrière-pays du Cap, rencontrent et tuent des Xhosas, une tribu bantoue installée avec son bétail à l'est de la colonie. Une lutte sans merci s'engage alors entre Boers et Xhosas pour le contrôle des terres de pâturage, à la « frontière » entre les deux mondes, constituée, à la fin du XVIII^e siècle, par la Great Fish River. Dans le Zuurveld, la zone de rencontre, nouvelle terre de conquête pour une colonie qui ne cesse de s'étendre, des dizaines de fermes sont attaquées et détruites par des guerriers xhosas. Les Boers, organisés en « commandos », s'en prennent aux pasteurs xhosas qui conduisent leur bétail sur des terres désirées par les colons... Une lutte qui ne s'achèvera qu'à la fin du XIX^e siècle, avec une série de « guerres de frontières » menées par les Anglais, les guerres des Cafres[1].

Les Boers ne sont pas satisfaits de l'attitude de la Compagnie qu'ils accusent de les accabler de taxes et de chercher la conciliation avec les Xhosas. Pour les fermiers boers, tout ne va pas pour le mieux dans la colonie depuis le début du siècle. Ils ressentent de plus en plus mal la tutelle de la toute-puissante compagnie. En 1707, en conflit avec les autorités, un jeune homme de Stellenbosch déclare à ceux qui venaient l'arrêter : « *Ik ben een Afrikaander* » (« Je suis un Afrikaner ») ! Une façon d'affirmer son appartenance à cette terre d'Afrique, et non à une lointaine métropole... En 1795, les Boers se rebellent contre la Compagnie dans plusieurs villes de l'est de la colonie. Dans l'isolement des communautés de fermiers, régies par l'Église calviniste et la lecture de la Bible, une identité nouvelle se crée.

Les Anglais s'installent

Les Anglais débarquent à leur tour, s'installant une première fois au Cap en 1806, puis, définitivement cette fois, en 1815. La Compagnie des Indes orientales, qui a gouverné la colonie pendant cent quarante-trois ans sans vraiment s'en préoccuper, s'effondre. Les premiers colons anglais s'installent à partir de 1820 dans l'est de

1. Les Européens reprennent, pour désigner les Noirs d'Afrique du Sud, le mot arabe de « Cafre » visant les « infidèles ». Le terme a acquis aujourd'hui valeur d'insulte, mais fait toujours partie du vocabulaire de nombreux Blancs.

la province du Cap, à Grahamstown. Il n'y a, alors, que 4 000 Anglais sur les 47 000 Blancs de la colonie, et le nouveau maître du Cap s'emploie à rétablir l'équilibre. Pour les Boers, malgré leurs déboires avec la Compagnie, il s'agit d'une mauvaise nouvelle : ils se retrouvent dans la situation peu enviable d'avoir à faire face aux Xhosas d'un côté, aux Anglais de l'autre, et aux flèches empoisonnées des chasseurs san...

Comme les Hollandais, les Anglais ne s'intéressent au Cap que par rapport à leurs ambitions en Orient. Les fermiers boers de la zone « frontière » entre les mondes blanc et noir, considérés comme des « excentriques », viennent en prime, avec la colonie... Les représentants de Sa Majesté apportent de nombreuses modifications au mode de vie en vigueur dans la colonie. Ils abolissent d'abord les « laissez-passer » dont devaient être porteurs les « gens de couleur », puis, sous l'impulsion de l'Earl of Caledon, premier gouverneur civil du Cap à l'âge de vingt-neuf ans, ils fixent des règles précises à l'égard des Khoikhoi : des conditions d'emploi, pas de mauvais traitements.

Les Khoikhoi peuvent en particulier accéder aux tribunaux et même porter plainte contre leurs maîtres... Les Afrikaners sont choqués et indignés par certaines condamnations d'Européens... Une affaire les émeut : en 1815, un fermier boer, Frederick Bezuidenhout, est poursuivi par son serviteur khoikhoi, mais refuse de se rendre au tribunal, à Graaf Reinet. Les autorités viennent l'arrêter dans sa ferme, mais il résiste et est tué. Son frère organise un soulèvement armé qui se termine par plusieurs tués et cinq condamnés à mort. Lorsque ces derniers doivent être pendus en public, la corde de quatre d'entre eux se brise. Les Boers y voient la main de Dieu et implorent les autorités de leur accorder la grâce. Les Anglais refusent et la macabre cérémonie est poursuivie. Cet incident devient un symbole d'oppression pour les Boers. Pour l'historien afrikaner W. A. De Klerk, ces réactions « constituent un élément important dans la montée en puissance du mécontentement des Afrikaners de la frontière, qui a culminé dans la révolte du Grand Trek [1] ». A leurs yeux, les Anglais se présentent sous le double visage de « pro-nègre », comme la très abolitionniste London Missionary Society, et « anti-Boer », cherchant par tous les moyens autoritaires à « angliciser » les Blancs de langue afrikaans.

1. W. A. De Klerk, *The Puritans in Africa, a Story of Afrikanerdom*, Londres, Penguin Books, 1975.

Le Grand Trek, la révolte des Afrikaners

La goutte d'eau qui déclenche la révolte des Boers, c'est justement l'abolition, en 1834, de l'esclavage. La traite des Noirs avait été abolie dès 1807 dans l'Empire britannique. Les 36 000 esclaves de la colonie sont affranchis ou presque : pendant cinq ans encore ils doivent demeurer comme « apprentis » auprès de leur ancien maître... Au même moment, le Zuurveld est une nouvelle fois ravagé par le conflit avec les Xhosas. C'en est trop pour les fermiers boers. Les préparatifs secrets commencent pour l'un des éléments centraux de la mythologie de l'*Afrikanerdom* (le destin afrikaner), le « Grand Trek », le voyage vers l'intérieur. Des éclaireurs sont envoyés vers ces terres inexplorées du Natal et du Transvaal, précédant les colonnes de chariots tirés par des bœufs, qui abandonnent les fermes du Cap et la domination anglaise.

Le premier à partir est Louis Trichard, un éleveur accusé par les Anglais d'avoir poussé à la guerre avec les Xhosas, et dont la tête est mise à prix. Il part vers l'intérieur avec sept autres familles boer, des serviteurs khoikhoi, un chasseur d'ivoire, 1 000 têtes de bétail et 50 chevaux... 12 000 Boers se joindront par la suite à cet exode sans précédent. La démarche est par essence « anticolonialiste », et les Afrikaners d'aujourd'hui en tirent argument pour prouver qu'ils ne sont en rien des intrus sur le continent africain. Mais la question raciale figure au cœur de leurs motivations. Piet Retief, un homme d'affaires, futur chef puis « martyr » des Afrikaners, publie le 2 février 1837, dans le *Grahamstown Journal,* dans l'est de la colonie, le « manifeste » de la révolte boer. En dix points, il exprime, au nom « des fermiers qui ont quitté la colonie », leurs critiques et leurs intentions. Dès le deuxième point, il se plaint des « pertes sévères que nous avons été forcés de subir avec l'émancipation de nos esclaves, et les vexations qui ont été décrétées les concernant », attaquant au passage les missionnaires anglais qui, « sous le couvert de religion », ont infligé une « injustifiable réprobation » aux fermiers boers. Anna Steenkamp, la nièce de Piet Retief, précise de son côté que la cause du Grand Trek n'est pas tant l'émancipation des esclaves que le fait « qu'ils soient placés sur un pied d'égalité avec les chrétiens »...

Le manifeste de 1837 déplore également « le système permanent de pillage que nous avons subi de la part des Cafres et des autres classes de couleur, et particulièrement la dernière invasion de la

colonie qui a laissé désolés les districts frontaliers et a ruiné la plupart de ses habitants ». Évoquant l'exode des Boers vers le nord, Piet Retief écrit : « Nous sommes résolus, où que nous allions, à respecter le juste principe de liberté, mais, tout en prenant bien soin de ne garder personne dans un état d'esclavage, nous sommes déterminés à maintenir des règles qui pourront empêcher les crimes, et préserver des relations correctes entre maître et serviteur. » Il s'engage également à « ne molester personne, ni priver personne de la moindre propriété ; mais si nous sommes attaqués, nous nous sentirons totalement justifiés de défendre nos gens et nos biens contre tout ennemi, dans la mesure de nos possibilités ». Là où nous nous installerons de façon permanente, ajoute-t-il, « nous ferons savoir aux tribus indigènes nos intentions et notre souhait de vivre en paix et dans des échanges amicaux avec elles[1] »... Des vœux pieux, car les Afrikaners passeront les décennies suivantes à se battre, sans cesse, contre ces « tribus indigènes », mais aussi contre les Anglais. Et même par moments entre eux, car, malgré cette identité et cette révolte communes, des clans se forment entre ces hommes fiers et exceptionnellement déterminés. Tous les Afrikaners ne quittent d'ailleurs pas la colonie. Ceux qui restent sous la tutelle anglaise, et ne sont pas marqués par les épreuves du Grand Trek, héritent de conceptions politiques plus ouvertes que leurs cousins « pionniers ». Non pas que les Anglais soient prêts à l'égalité avec les Noirs ou pratiquent moins la discrimination, ils le font simplement de façon moins rigide, plus paternaliste... C'est même sous leur règne qu'est introduite une loi comme le *Masters and Servants Act* (1841), qui interdit à un employé de rompre unilatéralement son contrat de travail. Les Anglais prennent aussi le relais des Boers pour « pacifier » l'est de la colonie et réduire les tribus xhosas, n'hésitant pas à incendier les villages et brûler les récoltes.

Leur tâche est facilitée par un extraordinaire geste de désespoir des Xhosas devant la puissance de feu des Européens. En mars 1856, une jeune Xhosa, Nongqause, annonce à la suite d'une vision que tous les Blancs auront quitté le pays au mois d'août si son peuple tue son bétail et détruit ses réserves de grain. Les Xhosas lui obéissent et égorgent quelque 200 000 têtes de bétail. Résultat : ils souffrent d'une terrible disette et meurent en grand nombre. 30 000 d'entre eux sont contraints d'aller chercher du travail sur les fermes blanches pour survivre. Les combats se poursuivent néanmoins jusqu'en 1879,

1. Cité *in extenso* par W. A. De Klerk, *op. cit.*

date de la huitième et dernière guerre des Cafres dans l'est de la colonie du Cap.

Le Grand Trek des Afrikaners coïncide, de son côté, avec une période de guerres entre les tribus noires : le *Mfecane* (l'écrasement). Une redistribution des cartes à l'échelle du sous-continent se produit au moyen de guerres sanglantes qui ont pour enjeu les terres, le bétail, les hommes. Les Boers profitent de ces troubles internes aux Africains pour s'établir sur des terres abandonnées par des tribus en fuite. Une nouvelle lutte commence entre Blancs et Noirs qui ont la même ambition : cultiver la terre et élever leur bétail sans tutelle étrangère. Les Afrikaners se heurtent à deux hommes et à leurs peuples : Mzilikazi, le chef des Ndebeles, et Dingaan, le puissant roi des Zoulous. Les *voortrekkers,* attaqués par des ennemis en plus grand nombre, mettent leurs chariots en cercle : la stratégie du *laager* est devenue plus qu'un système de défense, un réflexe, une mentalité d'assiégés... Les Afrikaners y trouvent leurs héros, Piet Retief, tué par Dingaan, Andries Pretorius, qui fonde la ville qui deviendra la capitale actuelle, ainsi que leurs légendes et leurs mythes, comme l'« Alliance avec Dieu » le jour de la bataille de Blood River.

La première république boer voit le jour dans le Natal actuel, mais la Natalia indépendante ne dure que quatre ans, avant d'être annexée par... les Anglais. Le fusil dans une main, la Bible dans l'autre, les *voortrekkers* reprennent leurs chariots et partent plus au nord, toujours plus loin des « impérialistes » anglais. Autres combats, autres conquêtes, toujours à la poursuite d'un rêve. Deux républiques en résulteront. En 1852, une convention réunie sur une ferme décide de l'indépendance des fermiers au nord du fleuve Vaal. La république boer du Transvaal a des débuts difficiles. Les Anglais l'annexent en 1877 avant de reconnaître son indépendance en 1881. Dès le départ, les choses sont claires : le Transvaal indique dans sa Constitution qu'il n'y a d'égalité entre Blancs et Noirs « ni dans l'État ni dans l'Église ». On pousse le racisme jusqu'à interdire aux « indigènes » de marcher sur les trottoirs, même si on leur permet de traverser un trottoir pour entrer dans un immeuble. La même règle a existé, il est vrai, à East London, ville très anglaise, dans la province du Cap, jusqu'en 1920...

Les Afrikaners de Bloemfontein ont une naissance plus facile, et élisent comme premier président un homme acceptable pour les Anglais : sir John Henry Brand, un Afrikaner du Cap. Très vite, cependant, leur appétit de terres les pousse à la guerre avec les Sothos du roi Moshoeshoe, conseillé par des missionnaires français,

qu'ils essayent de réduire. Ceux-ci demandent finalement la protection des Anglais qui la leur accordent. Il en naîtra le protectorat du Basutoland, aujourd'hui le Lesotho. Le même phénomène se produit avec la tribu tswana, qui va, elle aussi, chercher la protection anglaise : le Bechuanaland, aujourd'hui le Botswana, en est le produit. Les Boers, souligne un historien, « considèrent tous les indigènes comme leurs sujets, et leur imposent un travail forcé. Leur politique conduit finalement plusieurs tribus à traverser les frontières mal définies pour aboutir au protectorat britannique ». Les Boers, ajoute-t-il, « voyaient d'un mauvais œil les contacts croissants entre les tribus de l'Ouest et les Anglais, surtout les missionnaires, qu'ils accusaient de propagande hostile et de fournir des armes à feu aux chefs. En conséquence ils tentèrent plusieurs fois d'étendre leurs frontières vers l'ouest [1] ».

Livingstone et les Boers

L'un de ces missionnaires n'est autre que David Livingstone, le célèbre explorateur anglais qui est arrivé en Afrique du Sud en 1841 pour le compte de la London Missionary Society. Livingstone ne cache pas qu'il apprécie peu les méthodes des Boers. « Ils sont devenus aussi dégradés que les Noirs, que le stupide préjugé contre la couleur les conduit à mépriser », écrit-il... Ils représentent même à ses yeux, selon l'historien africain Elikia M'Bokolo, qui a travaillé sur ses textes, « l'anti-modèle de l'action européenne en Afrique ». « Si les Boers avaient conçu de fermer l'Afrique aux Européens, moi, j'étais résolu à l'ouvrir », écrit l'explorateur.

Livingstone raconte, dans ses carnets d'exploration, certains incidents, notamment lorsqu'il crée une mission sur la rive du fleuve Colobeng : « Un obstacle plus formidable encore que la sécheresse pour la prospérité de Colobeng, c'était le voisinage de la république transvaalienne fondée par des Boers qui n'ont pas voulu accepter le gouvernement de l'Angleterre, surtout depuis que celle-ci veut l'abolition de l'esclavage. Or les Boers du Transvaal réduisent à l'état de serfs attachés à la glèbe les tribus qui se sont soumises à eux, et ils font au-dehors des razzias pour enlever les troupeaux et les esclaves dont ils ont besoin ; non pas du côté des Cafres qu'ils n'osent pas

1. I. Schapira, *The Tswana, Ethnographic Survey of Africa*, Londres, International African Institute, 1953.

affronter depuis qu'ils ont des armes à feu, mais du côté des Betjouana (Tswanas) qui savent à peine se défendre... »

Plus loin, Livingstone note : « Je partis du Cap au commencement de juin 1852. En arrivant à Courouman, j'y trouvai les enfants qu'après notre départ de Colobeng, Secheli [chef tswana] avait envoyés à M. Moffat [un missionnaire], pour qu'il les initiât aux connaissances des hommes blancs. Par bonheur, la rupture de la roue d'un de mes chariots me retint une quinzaine à cet établissement, ce qui m'épargna la douleur d'assister à l'invasion des Boers qui vinrent détruire la résidence que j'avais élevée et attaquer Litoubarouba dans l'espoir d'en chasser Secheli, dont le peuple devait être réduit en esclavage ; pour punir le chef qui " devenait trop insolent " disaient les Boers, mais en réalité parce qu'il refusait de s'opposer au libre passage des Anglais sur ses terres [1]. »

La fin des guerres

Malgré ces guerres incessantes, ce ne sont pas les Boers, mais l'Angleterre victorienne, avec ses canons et ses armes plus modernes, qui vient à bout de la résistance des tribus noires à la dépossession de leurs terres, tant des Xhosas dans l'est du Cap, que des Zoulous dans le Natal. Les guerres avec les Zoulous seront beaucoup plus meurtrières. Ces derniers, gouvernés par Shaka, Dingaan, son demi-frère, puis par Cetshwayo, le neveu de Shaka, mettent sur pied une armée redoutable de 40 à 50 000 hommes armés de sagaies et de quelques fusils, et savamment organisée en bataillons, les *impis*. Les Anglais décident de la briser et partent en guerre en décembre 1878. Ils envahissent le Natal en quatre colonnes, mais sous-estiment la force zoulou. A Isandhlwana (« la colline qui ressemble à l'estomac d'un bœuf », en zoulou), le 21 janvier 1879, ils subissent l'une des défaites les plus humiliantes de l'histoire militaire britannique : plus de huit cents Anglais et huit cents supplétifs africains sont tués...

Quelques mois plus tard, le 1er juin, Eugène Louis Napoléon, le prince impérial français, dont la famille vivait exilée en Angleterre, meurt le corps transpercé de dix-sept coups de sagaie, alors qu'il commandait une patrouille britannique. « La mort du prince impérial saisit l'imagination du public d'une manière plus forte que le

1. David Livingstone, *Explorations dans l'Afrique australe (1840-1864)*, Paris, Éd. Karthala, 1981, p. 56 (rééd. de l'éd. de Paris, 1868).

désastre précédent. L'indignation fut bien plus grave », note un historien [1]. L'engagement final a toutefois lieu le 4 juillet 1879 à Ulundi, le *kraal* (village) royal de Cetshwayo. Face à 20 000 Zoulous, les Anglais remportent la victoire grâce à la supériorité de leurs trente-six canons. L'empire zoulou (on a surnommé Shaka le « Napoléon noir ») est définitivement brisé et peut être dépecé. Les tribus africaines se retrouvent avec un tiers de leurs terres. C'est au Natal, également, que les Anglais expérimentent, dès les années quarante, un système de « réserves indigènes », ancêtres des bantoustans de l'apartheid.

La ruée vers les diamants et l'or

Deux découvertes changent la face de l'Afrique du Sud et bouleversent aussi bien les rapports entre Blancs et Noirs, qu'entre Anglais et Afrikaners. C'est sous la rubrique « impérialisme » que les publications officielles sud-africaines d'aujourd'hui évoquent la découverte des diamants et de l'or au XIX^e^ siècle ! Pour les deux républiques paysannes et patriarcales du Transvaal et d'Orange, ce don du ciel constitue un cadeau empoisonné. La « ruée vers l'or » version sud-africaine n'est guère différente de celle du Far West. Kimberley, la ville du diamant, à la fin des années soixante, se développe à vue d'œil. La découverte entraîne des conflits avec les tribus griqua et tswana, une fois de plus dépossédées, ainsi qu'avec les Anglais qui cherchent à annexer la région, un geste « d'injustice cynique et de rapacité », selon une publication officielle de Pretoria aujourd'hui...

Puis, en 1886, deux prospecteurs découvrent de l'or sur une ferme, à Langlaagte, dans le Transvaal. Inutile de chercher Langlaagte sur une carte : les immeubles de Johannesburg ont poussé sur cette ferme, dépassant rapidement en taille la modeste capitale du Transvaal, Pretoria. Le plus riche bassin aurifère du monde vient d'être mis au jour... L'or et les diamants attirent les candidats à la fortune, avec leur lot de prostituées, de criminels, de marginaux, au grand dam des Afrikaners puritains. Paul Kruger, le très religieux président du Transvaal, refuse même de mettre les pieds à Johannesburg, à ses yeux une véritable Gomorrhe, cité du vice et du jeu... même s'il ne dédaigne pas les taxes que lui verse l'industrie minière naissante !

1. David Clammer, *La Guerre des Zoulous*, Bruxelles, Éd. Rossel, 1974, p. 192.

Parmi les hommes que l'aventure attire se trouve un certain Cecil John Rhodes. Il arrive d'Angleterre malade et sans grande éducation, pour rejoindre son frère qui cultive le coton du Natal. A dix-huit ans, on le retrouve sur les gisements de diamants de Kimberley. Parmi les centaines de candidats à la fortune, il parvient à contrôler les mines de diamants, avec l'aide d'Alfred Beit, et fonde la De Beers Consolidated Mines en 1889. Il impose ainsi l'un des plus fantastiques quasi-monopoles mondiaux encore existants, non seulement sur la production, mais surtout sur la commercialisation de 80 % des diamants de la planète, y compris ceux d'Union soviétique.

Vient ensuite le tour de l'or, découvert au Witwatersrand. « Je ne pouvais croire qu'il y avait un autre endroit aussi riche que Kimberley sur le même continent », commente Alfred Beit qui crée Rand Mines. Cecil Rhodes devient bien sûr l'un des *Randlords,* cette poignée d'hommes qui dispose des moyens financiers nécessaires pour se lancer dans l'exploitation aurifère souterraine, bien plus coûteuse que la prospection de diamants. Rhodes crée la Gold Fields, encore aujourd'hui l'une des *majors* à la Chambre des mines de Johannesburg. Cecil Rhodes, un entrepreneur colonial que rien n'arrête, fonde ensuite, avec l'aval royal, la British South Africa Company, dotée de pouvoirs administratifs très étendus. Il envoie une colonne de cent quatre-vingts hommes au-delà du fleuve Limpopo, la frontière nord du Transvaal, afin de chercher de l'or et d'étendre la souveraineté britannique. Le 13 septembre 1890, ils hissent l'Union Jack, le drapeau britannique, sur une colline nommée Harare[1], et proclament l'annexion du Mashonaland. Le territoire, nommé plus tard Rhodésie, en son honneur, reste sous l'autorité de la compagnie jusqu'en 1923... Les nouveaux maîtres ne s'embarrassent pas de principes : 16 millions d'acres sont remis aux fermiers blancs et les Africains sont parqués dans des réserves. Le *Masters and Servants Act* de 1891 spécifie les règles de l'emploi : il est interdit de désobéir à un ordre[2]... De la finance à la politique : à trente-sept ans, Cecil Rhodes devient Premier ministre de la colonie du Cap, avec un grand rêve : unifier l'Afrique du Sud, du Cap au Zambèze. Et même au-delà : son ambition ultime est de placer toute l'Afrique sous contrôle britannique, et de relier le Cap au Caire par une voie de chemin de fer. « J'annexerais les planètes si je pouvais ! »

1. La ville fondée par les Blancs sur la colline d'Harare a été baptisée Salisbury, avant de redevenir Harare après l'indépendance du pays, en 1980.
2. Martin Meredith, *The Past is Another Country : Rhodesia 1890-1979,* Londres, Andre Deutsch, 1979.

dit-il. Rhodes meurt en 1902 près du Cap, à l'âge de quarante-neuf ans, sans avoir réalisé toutes ses extravagantes ambitions, mais populaire et plusieurs fois millionnaire. Sa dépouille est transportée, avec un grand cérémonial, par train jusqu'aux collines de Matapos, près de Bulawayo, dans le sud-ouest du Zimbabwe actuel, où elle est scellée dans un bloc de granit. Une inscription près de la roche résume la philosophie de Cecil Rhodes : « droits égaux pour tous les hommes civilisés au sud du Zambèze »... Un contraste avec l'absence d'égalité « dans l'Église » et « dans l'État » prônée par les Boers. Rhodes voulait « occidentaliser » les Noirs auxquels il avait accordé le droit de vote selon des critères d'éducation et de richesse, il voulait les « avaler » dans l'empire industriel naissant.

Paul Kruger ou l'obstination boer

Il n'y avait, sur son chemin, que deux obstacles, les deux républiques boers, et en particulier un homme : Paul Kruger, « *Oom Paul* » (oncle Paul), le patriarche afrikaner. D'origine allemande, président depuis 1883, sans aucune éducation formelle (il était enfant pendant le Grand Trek), il est l'une des grandes figures historiques de l'*Afrikanerdom.* Fermier près de Pretoria, guerrier dans plusieurs batailles contre les Noirs, adepte de la secte Dopper, plus strictement calviniste encore que la NGK, la principale Église réformée, il est vénéré par son peuple, malgré les accusations de népotisme et même de corruption.

Rhodes vit très mal son absence de pouvoir politique dans le Transvaal, là où se trouve justement le fondement de sa puissance. Kruger, farouchement attaché aux traditions et à son indépendance, refuse d'accorder le moindre droit à ces Blancs qu'il appelle de façon méprisante les *uitlanders,* les « étrangers », plus nombreux, pourtant, que les citoyens du Transvaal. Rhodes encourage des complots d'*uitlanders,* leur envoie secrètement des armes de Kimberley, et organise même, en 1895, une expédition armée contre le Transvaal, conduite par son bras droit, Jameson. L'attaque tourne au désastre : Kruger se renforce et Rhodes doit démissionner. Le kaiser Wilhelm II d'Allemagne, qui occupe un territoire voisin, le Sud-Ouest africain, envoie un télégramme de félicitations à Paul Kruger, pour avoir « maintenu l'indépendance de votre pays contre l'agression étrangère »...

Le répit est de courte durée. En octobre 1899, l'hostilité entre les

deux peuples, symbolisée par les tempéraments opposés de Rhodes et de Kruger, ainsi que les appétits anglais sur les richesses minières, débouchent sur la guerre des Boers. Les deux républiques boers indépendantes et l'Empire britannique s'affrontent, avec des moyens disproportionnés. Une nouvelle épreuve traumatisante pour les Afrikaners, qui parviennent toutefois à infliger des coups sévères à leurs ennemis. Quand le conflit éclate, Kruger a soixante-quatorze ans, mais il rend visite aux commandos sur le terrain, et demeure à Pretoria qu'il ne quitte que quelques jours avant sa chute aux mains des Anglais, en 1900. Il s'embarque, à Lourenço Marques, à bord d'un bateau de guerre hollandais, d'abord pour la France, où les Boers comptent beaucoup d'amis, puis pour la Suisse, où il meurt le 10 janvier 1904. Il est inhumé à Pretoria le 16 décembre de la même année. Malgré le départ du président Kruger, la guerre se poursuit encore deux ans.

C'est une véritable guérilla que font subir aux Anglais les fermiers-soldats boers aux longues barbes grises. Sous le commandement d'hommes entrés dans la légende afrikaner, comme Christiaan de Wet, le tacticien, Louis Botha, Koos de la Rey, Christiaan Beyers ou Jan Smuts, les commandos boers tiennent l'armée impériale en échec, et harcèlent même les positions ennemies chez elles, au Natal et au Cap. Ils évitent cependant de s'en prendre aux installations minières, dont ils assurent même la protection, « afin de ne pas perdre la sympathie des investisseurs français et allemands[1] »... Le 31 mai 1902, la logique du rapport de force est respectée, et la défaite des deux républiques boers est concédée par la signature du traité de Vereeniging.

Amers et déçus, les chefs afrikaners acceptent de revenir sous la houlette anglaise, en attendant des jours meilleurs. Au moment de signer, le général Smuts déclare : « Nous avons commencé cette lutte, et l'avons poursuivie jusqu'à ce jour, parce que nous souhaitions maintenir notre indépendance, et étions prêts à tout sacrifier pour elle. Mais nous ne pouvons sacrifier le peuple afrikaner pour cette indépendance. A partir du moment où nous sommes convaincus que, humainement parlant, il n'y a aucune chance raisonnable de conserver notre indépendance en tant que républiques, il est de notre devoir d'arrêter la lutte de façon à ne pas sacrifier notre peuple et notre avenir pour une simple idée qui ne peut être réalisée. »

1. Geoffrey Wheatcroft, *The Randlords. The Men who made South Africa*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1985.

Le président par intérim du Transvaal en l'absence de Kruger, le général Schalk Burger, affirme de son côté : « Il reste une racine, et elle poussera de nouveau comme un enfant, et le jour viendra où nous aurons de nouveau le droit de parler en tant que gouvernement de notre pays. Préservons cette racine, car si elle est arrachée, c'en est fini de nous. Coupez un arbre, il repoussera, déracinez-le et c'est fini. Notre peuple n'a sûrement pas mérité d'être déraciné. » Six des trente délégués boers se prononcent contre la signature du traité. L'un d'eux, le général Kemp, déclare qu'il souhaite continuer la guerre « jusqu'à ce que [il] soi[t] mort ou sauvé ». « Si nous acceptons ces conditions, ajoute-t-il, toutes nos souffrances, notre lutte et nos sacrifices auront été faits en vain. »

Cette opposition à l'arrêt des hostilités est minoritaire. La guerre, il est vrai, a coûté cher : 20 000 soldats anglais et afrikaners tués, mais aussi 26 000 civils afrikaners qui trouvent la mort, décimés par les épidémies dans les « camps de concentration » anglais, les premiers de l'histoire moderne. Les Afrikaners ont tout perdu : l'armée anglaise pratiquant la politique de la terre brûlée, il n'est pas une ferme qui n'ait été détruite, pas une famille qui n'ait été ruinée. La défaite s'accompagne, pour les Afrikaners, de la misère et de l'humiliation. Aucune statistique n'existe sur le nombre de victimes noires, estimées malgré tout à plusieurs milliers. Ce sera d'ailleurs la seule guerre où ils seront armés, les Anglais ayant donné des fusils à 10 000 auxiliaires noirs.

Largement spectateurs, malgré tout, dans ce conflit, les Noirs avaient espéré un moment que la victoire anglaise étendrait aux provinces ramenées sous le giron de l'Empire le « libéralisme » du Cap, et en particulier la franchise électorale introduite par Cecil Rhodes. Ils seront amèrement déçus, la puissance coloniale ayant pour principal objectif de réconcilier les deux branches de la population blanche, et de cicatriser les blessures de la guerre. La Constitution de l'Union sud-africaine, qui voit le jour le 31 mai 1910, en porte témoignage. Au sein de ce territoire « autogouverné » de l'Empire, au même titre que l'Australie ou le Canada, chacune des quatre provinces garde sa spécificité. Si les Noirs conservent leurs « acquis » au Cap, il n'est pas question de les étendre ailleurs. Le premier gouvernement élu de l'Union, comprenant des représentants des deux communautés, symbolise parfaitement cette nouvelle harmonie : le Premier ministre n'est autre que le général boer Louis Botha... La réconciliation s'est faite sur le dos des Noirs, qui ne tardent pas à le réaliser.

La ségrégation se met en place

« En se réveillant le vendredi matin, 20 juin 1913, l'indigène d'Afrique du Sud s'est trouvé dans la position, non pas tant d'un esclave, que d'un paria sur sa terre natale [1]. » C'est par ces mots, écrits à bord d'un navire l'emmenant à Londres, que Solomon T. Plaatje, journaliste et nationaliste noir sud-africain, commence son témoignage sur les bouleversements que vit son peuple. Plaatje se rend en 1914 en Grande-Bretagne avec une délégation de notables africains, afin de demander à la puissance coloniale d'empêcher la ségrégation raciale qui s'étend en Afrique du Sud.

Pour convaincre les Anglais, cet ancien élève des missions, qui fut l'interprète du général britannique Baden-Powell pendant la guerre des Boers, écrit un livre sur les effets d'une loi inique : le *Natives' Land Act* de 1913, qui confine la majorité noire de la population sur 7,3 % des terres du pays. Cette loi marque le point de départ d'une politique de « séparation » qui sera poussée beaucoup plus loin. Pas un Blanc ne peut acheter de terres dans les zones noires, et, à l'inverse, un Africain ne peut plus acheter de terres en zone blanche, sauf au Cap. Sur les terres des Blancs, un Africain ne peut être que travailleur agricole.

La « trahison » blanche

Pendant plusieurs semaines, Sol Plaatje sillonne l'Afrique du Sud pour étudier les effets désastreux de la nouvelle loi. Il se déplace en train, à vélo ou à pied, se faisant héberger au hasard des rencontres

1. Sol T. Plaatje, *Native Life in South Africa*, Johannesburg, Ravan Press, 1982 (1re éd. en 1916).